Hebdomadaire : Paraît le mercredi

Nº 20 - NOUVELLE SERIE - 5° ANNÉE

10 AVRIL 1968

PRIX: 1 F

GOMULKA DUBCEK

Deux aspects d'une même politique

(Voir page 5)

VIVE LA VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE DES NOIRS AMÉRICAINS



Washington, la capitale, offre l'image de la guerre civile (photo U.P.I.)

A Chicago, à New-York, à Washington, à Détroit, la société du plus puissant, du plus opulent impérialisme du monde se disloque, éclate sous les coups de ses couches les plus déshéritées. A travers ses plus grandes villes, c'est toute l'Amérique qui s'embrase. Les blessés se comptent déjà par milliers et les morts par dizaines. Et ce n'est qu'un commen-

L'immense quantité de désespoir, de peur, de soumission forcée accumulée depuis des générations s'est transformée en haine, en détermination. Il s'est trouvé des hommes, des dizaines de milliers d'hommes pour l'exprimer. Et l'exprimer les armes à la main.

Il suffisait d'une étincelle pour faire sauter l'explosif qui mine toute la société américaine. Le meutre de Martin Luther King a été cette étincelle. Le peuple noir des Etats-Unis a quitté ses ghettos pour se déverser sur les beaux quartiers. Entre lui et ses oppresseurs, il n'y a plus le mur de sa propre résignation. Il n'y a plus que les tanks, les mitrailleuses, l'armée, la flicaille.

Il importe peu qui a assassiné Martin Luther King, ni pour quel motif. Une chose est certaine: en enterrant l'apôtre de la non-violence, le peuple noir enterre en même temps et définitivement ses propres illusions sur l'efficacité de la nonviolence.

Il appartient aux bonnes âmes de déplorer l'aveuglement du ou des assassins dont le geste a déclenché ce déferlement de violence. De toutes façons, cette violence n'avait pas besoin de ce meurtre pour se déclencher. La mort de Martin Luther King est peut-être un symbole, le symbole qu'une étape dans la lutte des Noirs est définitivement close. Elle est aussi, peut-être, un catalyseur. Mais un catalyseur momentané. Elle a accéléré un processus en cours. Mais elle ne l'a pas créé.

Harlem, Watts, Tampa, Détroit ont jalonné au cours des dernières années la prise de conscience des masses noires. Une prise de conscience qui a mené des milliers de jeunes de la soumission style « Oncle Tom » vers l'action non violente et de l'action non violente vers la seule voie de salut : celle de la violence, de la révolte. Une prise de conscience qui amène des couches de plus en plus larges à comprendre que s'il y a un pays où la non violence ne peut être que résignation, c'est bien les Etats-Unis.

Cette prise de conscience est un processus historique irréversible. Irréversible, parce que les gouvernements américains divers et successifs peuvent ou pourront voter toutes les lois qu'ils voudront pour (Suite page 2)

GUADELOUPE

DEBANDADE DE L'AUTORITE COLONIALE

(Voir page 8)

JOHNSON

La volte-face mélodramatique du président Johnson a soulevé autant d'espoir que de scepticisme. A Pékin on parle de « farce grossière », ailleurs on a pendant plusieurs jours mis en garde contre la « manœuvre possible ». Mais Hanoi a répondu positivement, mais les négociateurs sont désignés et les contacts doivent être pris incessamment. En fait le processus des négociations est engagé et les répercussions en Amérique commme à Hanoi, Saigon ou dans le monde entier sont telles qu'il ne peut plus être question maintenant d'interpréter la déclaration de Johnson comme un simple geste de propagande destiné à la seule opinion électorale américaine.

de faire un choix. Un choix qui ne remet pas en cause ses options

La bourgeoisie américaine vient fondamentales mais qui constitue un tournant politique bien réel. L'impérialisme américain choisit de jouer

la paix au Vietnam, pas n'importe quelle paix et pas la paix immédiate mais en acceptant de négocier le gouvernement US revient au moins momentanément sur sa politique des dix dernières années.

Comment expliquer ce changement de politique? Il y a tout d'abord les données objectives du problè-A savoir l'échec évident subi par les militaires US sur le terrain. L'offensive du Têt a prouvé que non seulement les soldats américains ne pouvaient pas gagner cette guerre cela le monde entier et le gouvernement US lui-même le savaient dėjà depuis longtemps — mais en-

(Suite page 3)

LA VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE DES NOIRS AMÉRICAINS



Martin Luther King lors de la marche sur Washington en 1963 (photo A.F.P.)

« déségrégationner » la vie publique, ils ne peuvent rien contre le chômage et la misère, ni contre le fait ce chômage et cette misère frappent en premier lieu ceux des prolétaires qui se distinguent des autres par la couleur de leur peau.

Le racisme n'est pas un mal ancré seulement dans l'inconscience individuelle de quelques « petits Blancs » rétrogrades ou dans quelques lois dépassées qu'il suffit de modifier. Il s'alimente dans le terrain nourricier d'une société de classe basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme et ne disparaîtra qu'avec elle.

Aussi, le gouvernement américain ne peut, quand bien même il le voudrait, ni prévenir ni guérir le « mal racial ». Son dernier et, en fin de compte, son unique recours contre les « émeutes raciales » reste la mitraille et rien d'autre. C'est pourquoi, la recherche de sa simple dignité d'homme amène immanquablement le Noir à se heurter à la machine étatique et à sa répression.

Les manifestants pacifiques de Memphis défilaient avec des pancartes affirmant simplement « Je suis

ce, d'autres Noirs l'on faite avant eux. D'autres encore la feront après. Dans la multiplication de cette expérience, auotidiennement renouvelée dans les quatre coins des Etats-Unis réside le moteur d'une prise de conscience à l'échelle de tout un peuple.

Aussi, les assassins de Memphis ont tout au plus participé à un processus historique. Leur acte de terreur individuelle n'a eu les conséquences qu'il a eues que dans le cadre d'un phénomène social. L'iro-nie ou, si l'on veut, la logique de ce processus a fait que c'est l'assassinat du leader de la non-violence précisément, qui servit de révélateur au déclenchement de la violence.

Les prédicateurs pacifistes, les adversaires béats de tout extrémisne diront que la violence des Noirs entraînera celle des Blancs et que le cycle infernal des violences en s'alimentant de lui-même finira par broyer l'Amérique actuelle entre les deux pôles opposés des deux extrémismes. C'est, certes, on ne peut plus vrai. Il n'est même pas exclu que les assassins, à supposer qu'il se soit agi de memBlancs, réaction qui se polariserait inévitablement autour de l'extrêmedroite fasciste. Mais, là encore, l'acte terroriste individuel n'aura servi que comme révélateur d'un processus social.

La société américaine est en crise. Comme dans toute crise, les forces sociales se cristallisent inévitablement autour des pôles extrémistes. Il n'y aura pas de place pour la modération, le pacifisme social. Ce sera l'affrontement entre le mouvement noir de plus en plus radical et l'extrême-droite de plus en plus forte, bénéficiant de l'appui des flics, des gardes nationaux racistes, de l'appui de tout l'appareil d'Etat.

Dans un tel combat, les Noirs ne sont pas sûrs de remporter le combat. A faire le partage sur le plan strictement racial, ils sont très nettement minoritaires. Ils le savent. France-Soir rapporte cette affirmation d'un jeune nationaliste : « Nous serons peut-être massacrés, mais nous ferons tout sauter. »

Ce n'est probablement pas la certitude de la victoire qui fait agir les masses noires, mais la conviction qu'elles ne peuvent pas faire autrement.

Cependant, l'enjeu de cette guerre civile qui se prépare, qui est déjà commencée, dépasse le cadre du mouvement noir. Il concerne l'ensemble de la société américaine. Il concerne l'ensemble du monde.

N'étant pas capable de satisfaire les revendications des Noirs, le capitalisme américain devra les briser. Son appareil d'Etat ne suffira pas à la tâche. Il lui faudra mobiliser des millions de petits Blancs, enrôlés sous le drapeau du fascisme. Des millions de fascistes qui, en faisant la « chasse au Nègre » broieraient en même temps tout ce qui est communiste, tout ce qui est socialiste, tout ce qui est ouvrier, tout ce qui est libéral et, en fin de compte, tout ce qui n'est pas fasciste. Sur les cadavres des Noirs américains naîtrait alors un régime fasciste, mais un régime fasciste à la mesure du plus puissants des Etats impérialistes qui ait jamais existé, un régime fasciste à côté duquel celui de Hitler apparaîtrait sous la couleur fade d'un vulgaire régime libéral.

Les Noirs seraient alors les Juifs de ce nouveau minuit du siècle, mais pas ses seules victimes. L'impérialisme américain trouverait du même coup la solution - la seule radicale dans le cadre de son règne à la crise du dollar, à l'enlisement au Vietnam, à tous ses problèmes, ce serait la guerre, le fascisme à l'échelle de continents entiers, le crépuscule peut-être de toute la civilisation.

La guerre civile américaine ne sera pas une guerre de races, que la majorité de la population blanche pourrait observer avec détachement. indifférence ou sympathie, passive pour les uns ou pour les autres. Elle sera une guerre de classe, même si, pour son malheur, une partie

du prolétariat blanc acceptait detique.

servir de mercenaire à son capitalisme contre ses frères noirs. Il paierait cher ce soutien, il le paierait sans doute du même prix que les Noirs eux-mêmes.

Sous une forme déformée par l'absence du prolétariat en tant que force consciente de ses intérêts et de son rôle historique, le processus de polarisation de la société américaine autour des deux extrêmes reflète une donnée fondamentale: dans une période de crise, il n'y a pas de moyen terme. L'humanité n'a le choix qu'entre le fascisme ou la destruction du capitalisme. Mais alors que le capitalisme prépare lentement, méthodiquement le premier volet de l'alternative, l'extrémisme opposé se manifeste sous la forme, nécessairement limitée, du nationalisme noir.

La seule chance de la société américaine est qu'une fraction importante de la population blanche ne se laisse pas tromper par le masque racial de la guerre de classe. Qu'il se trouve en son sein, à court terme, des hommes capables

de la même détermination que les Noirs et qu'à chaque étape de la mobilisation de la racaille fasciste, ils sachent répondre œil pour œil, dent pour dent.

Que les tenants présents ou futurs du Ku Klux Klan ou des Minutemen trouvent face à eux non seulement des Noirs mais aussi des centaines de milliers de Blancs qui ne veulent pas refaire l'expérience d'un Super-Hitler.

A long terme, la société américaine ne pourrait sortir de la crise qui ira en s'aggravant que si le prolétariat américain blanc sort de sa léthargie actuelle. Lui seul a la force et les moyens de trancher radicalement et définitivement la situation en éliminant non seulement l'instrument fasciste, mais aussi la main qui se prépare à s'en armer.

Il est très certainement encore temps. Mais à des périodes de crise, la roue de l'histoire connaît des accélérations brutales. Elle écrase impitoyablement les passifs et ceux qui réagissent trop tard.

G. KALDY.

Les U.S.A. à la recherche d'un compromis au Vietnam

Le changement de la politique vietnamienne du Gouvernement des U.S.A. annoncé par Johnson est certes l'aveu d'une défaite, mais ce n'est pas une capitulation sans conditions.

Comme nous l'écrivons par ailleurs, les U.S.A. tentent actuellement de se mettre en situation d'obtenir une paix aux conditions les moins défavorables pour eux; ils vont chercher à les imposer au F.N.L. et au Nord Vietnam en leur proposant la paix tout de suite, à ces conditions, ou la continuation de la guerre avec des moyens accrus (voir par ailleurs comment tous les retournements politiques actuels ont pour but de mettre les U.S.A. en mesure de faire cette menace et de la tenir éventuellement).

Pour essayer de prévoir quel est l'accord que peuvent rechercher les U.S.A. au Sud Vietnam, il faut d'abord se souvenir des buts que recherchaient les U.S.A. en menant la guerre dans cette partie du monde où ils n'ont aucun intérêt économique direct.

La guerre que mènent les U.S.A. au Vietnam fait partie de la guerre qu'ils comptent mener, un jour ou autre, contre l'Union soviétique. Depuis la début de la guerre froide, en 1948, la politique des U.S.A. a été de s'opposer par tous les movens à ce que de nouveaux pays passent dans le « camp soviétique ». La Chine venait d'être pour eux un avertissement et ils ont décidé que ce serait le dernier pays à pouvoir impunément rejoindre l'U.R.S.S. C'est pourquoi, lorsque les Nord-Coréens, cherchèrent en 1950 à abattre le régime exécré du vieillard sanguinaire Syngman Ree qui régnait sur le Sud, les U.S.A. intervinrent militairement et, après plusieurs années de guerre, imposèrent le retour au statu-quo.

La guerre qu'ils mènent aujourd'hui contre le Sud et le Nord Vietnam a les mêmes objectifs. Mais l'offensive du Têt vient de démontrer que s'ils veulent réellement em-pêcher que le Sud Vietnam passe moralement et matériellement du côté du Nord, il leur faudra près du double en hommes et en matériel.

Le compromis qu'ils ne vont pas manquer de rechercher sera très certainement basé sur cet objectif fondamental : empêcher le Sud Vietnam de passer dans le camp soviélls pourront proposer au F.N.L. de former au Sud Vietnam un gouvernement indépendant, auquel le F.N.L. participerait mais en compagnie de « personnalités » « neutres » et « indépendantes ». Ce gouvernement devrait rester « neutre » et « non engagé ». Officiellement il ne pourrait donc pas passer dans l'orbite russe.

Bien entendu, à l'intérieur, ce gouvernement ferait comme il l'entend du point de vue social et il est évident que le pouvoir effectif appartiendrait au F.N.L. Mais ce n'est pas cela qui gênerait le plus les U.S.A.

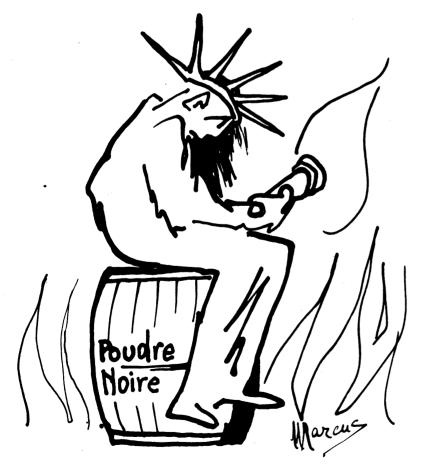
En échange, les U.S.A. retire-aient leurs troupes du territoire Vietnamien. Cela ne les gênerait pas outre mesure car ils pourraient garder des forces colossables dans les pays avoisinants comme « garants ». de l'accord et, de plus, ils pourraient peut-être imposer la présence de forces de l'O.N.U. (les fameux casques bleus.

Ils pourraient aussi proposer une aide économique importante (ils ont la puissance voulue pour relever le pays en deux ou trois ans).

Il est évident que dans ces conditions la réunification du Nord et du Sud serait exclue (ou envisagée pour une date indéterminée ce qui revient au même).

De tout cela, qu'est-ce que le F. N.L. est prêt à accepter, il est difficile de le dire. Sur le plan militaire nul ne pourra lui reprocher d'accepter un compromis. Mais il faut bien voir aussi que, dans tout cela, rien n'est incompatible avec son programme, au contraire!

F. MAIGNAN.



un homme ». Puis, ils se heurtèrent à des hommes qui, eux, avaient des armes. Ils comprirent alors que pour être un homme, il faut avoir une arme, être capable de s'en servir et prêt à le faire. Et cette expérienbres d'une organisation d'extrêmedroite blanche, n'aient pas assassiné uniquement pour se débarrasser d'un adversaire, mais justement afin que la mobilisation des Noirs déclenche une réaction parmi les

volte-face de Johnson La

(Suite de la première page) core qu'ils étaient incapables de réaliser le « containment » c'est-àdire d'éviter, par la présence de leurs armes, que le Sud Vietnam ne passe, tout ou partie, sous influence Vietcong. L'impérialisme US livrait en Asie une guerre « politique » visant à limiter le développement du camp dit communiste. Et son acharnement au Vietnam traduisait sa volonté de ne pas perdre un pouce de terrain dans cette bataille froide, chaude ou tiède qu'il mène indirectement contre l'U.R.S.S. et ses alliés, en attendant l'affrontement ouvert. Mais sur le champ de bataille du Vietnam, l'impérialisme américain a connu une véritable défaite. Les marines US n'ont pas été rejetés à la mer, mais les objectifs politiques et militaires proposés n'ont pas été atteints, bien au contraire. De ce point de vue la guerre au Vietnam devenait coûteuse et inefficace surtout aux yeux de l'opinion publique américaine.

A cet échec patent est s'ajouter la crise du dollar. Bien que les deux événements n'aient pas un rapport direct, ils se sont trouvés de fait liés. Comment imposer à l'opinion publique US de nouveaux sacrifices si manifestement l'argent des contribuables était dépensé en pure perte? Les Américains ne pourraient faire payer à l'ensemble du pays un effort de guerre accru qu'en ayant fait auparavant la démonstration que la paix n'est pas possible. Tout autre appel à l'austérité pour la guerre, ne pouvait être entendu.

La candidature Mac Carthy et le succès que le programme de paix immédiate au Vietnam avait rencontré chez les électeurs traduisait et

THAILANDE

Banghok

TONKIN

HANOLL

CAMBODGE

a pu dire aux négociateurs du Vietminh : « Si vous n'acceptez pas mes conditions, je pourrais faire, moi Mendès-France, ce que mon prédécesseur Bidault ne pouvait faire, continuer la guerre avec la caution de la population française et en envoyant, en plus des 150.000 hommes

Le Vietminh savait tellement que ce n'était pas une menace en l'air qu'il se résigna à accepter ce partage monstrueux. Notons que ce n'était effectivement pas une menace en l'air puisqu'à peine deux ans après, son compère « fédéré » Mollet envoya le contingent contre les « re-

du corps expéditionnaire, les 500.000 soldats du contingent.

CHINE

risquait de cristalliser ce mécontentement croissant de l'Américain moyen. La bourgeoisie US ne pouvait se permettre de laisser se développer ouvertement - et à quelle échelle - un mouvement, même électoral en faveur de la paix. Il n'était pas question pour elle de se laisser dicter par le pays une politique de paix sans conditions, contraire aux objectifs généraux de l'impérialisme américain en Asie et dans le monde entier. La paix au Vietnam pour elle ne peut absolument pas signifier le renoncement à la guerre contre l'U.R.S.S., guerre qu'elle juge inévitable et à laquelle elle ne peut cesser de se préparer et de préparer son opinion publique.

La candidature Kennedy va dans ce sens. Nanti d'une immense fortune paré de l'auréole du grand

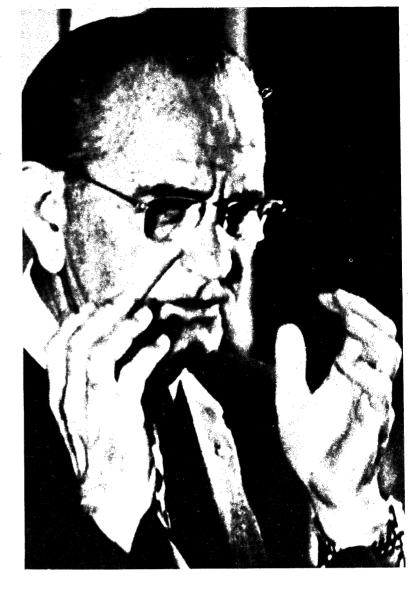
CHINE

17º Parallele

frère assassiné, Bob Kennedy part gagnant et dispose auprès de l'opinion publique américaine d'un prestige qui lui permettra de mener n'importe quelle politique selon les be-soins de la bourgeoisie US : la paix, si l'on peut « gagner » la paix la plus favorable à l'impérialisme US, la guerre si cette paix s'avère impossible à réaliser. Kennedy dispose pour ce faire d'un atout qui faisait défaut à Jonhson: les illusions du peuple américain et sa confiance.

Pourquoi les U.S.A. n'ont-ils pas attendu le résultat des prochaines élections ? C'est que plusieurs mois les séparent encore des « Présidentielles ». S'il fallait tenter un compromis, pourquoi attendre?

En fait la campagne électorale américaine a précipité les choses. En faisant jouer à Johnson le rôle



Johnson lors de sa volte-face (photo U.P.I.)

Les

Khe-Sanh.. Photo A.F.P.

Les deux objets de la phase préliminaire des négociations bombardements au nord de la zone démilitarisée.

en matériel, nul doute que l'impérialisme US l'utilisera comme moyen de pression dans ses pourparlers avec Hanoi ou le F.N.L.

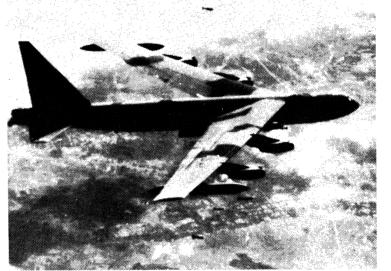
Car si les Américains ont comnu au Sud Vietnam une défaite, ils ne

des négociations du à l'intransigeance d'Hanoï, le rendrait à nouveau acceptable, surtout si c'est un chef d'Etat populaire, un président « sincère », un Kennedy, qui le demande. Ainsi l'impérialisme US accepte sa

défaite relative au Sud Vietnam mais c'est toujours sur sa puissance et la menace de ses armes qu'il compte pour essayer d'imposer au Vietnam une paix qui assure en fin de compte le fameux containment recherché en Asie. Car si les négociations portent aujourd'hui sur l'arrêt total des bombardements au Nord, ce n'est qu'un préambule aux transactions officieuses qui devront régler le sort du futur Sud Vietnam. Les Américains pourraient même accepter un gouvernement à participation Vietcong et pourquoi pas à majorité Vietcong contre l'engagement du nouveau régime à la neutralité envers les deux blocs militaires. Ce serait pour le F.N.L. renoncer à la réunification avec le Nord. Mais le programme du F.N.L. autorise tous les arrangements tactiques. En fin de compte c'est le rapport de forces au Vietnam, en Amérique et sur le plan international, qui tranchera le problème.

Johnson en bon exécutant des volontés de la bourgeoisie américaine, vient de se renier, mais c'est pour mieux servir ses maîtres.

Michèle TOURNY.



normalement dévolu à Kennedy la bourgeoisie américaine a simplement pris les devants. Elle s'est réservé en outre une carte d'importance pour l'avenir. Cette carte, celle d'une reprise de la guerre avec un accroissement massif en hommes et

sont pas pour autant vaincus. Tenir leur est toujours possible, à condition d'envoyer sur le terrain 200 ou 500 000 hommes supplémentaires. Cet effort ne paraît pas justifié aujourd'hui aux yeux de l'opinion publique américaine, mais un échec

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE lang-Xuyen & COCHINCHINE L'« Indochine » était une fiction administrative du colonianisme français puisqu'elle recouvrait cinq pays : : La Cochinchine, Le Cambodge, Le Laos, L'Annam et le Tonkin. La guerre dite « d'Indochine » amena l'impérialisme français à reconnaître l'indépendance de l'« Indochine », mais le Cambodge, le Laos, la Cochinchine et la moitié de l'Annam eurent des gouvernements pratiquement à la solde de l'impérialisme français tandis que le Vietminh ne vit reconnaître son autorité que sur le seul Tonkin et une petite partie de l'Annam tronçonné en pleine chair le long du 17° parallèle. C'est l'accord imposé à Genève en 1954 par le libéral Mendès-France au Vietminh. Le Vietminh dut accepter ce marché car Mendès-France passait aux yeux de l'opinion française pour un champion de la paix et il

> pu enfin atteindre Khe-Sanh sans accrochage, c'est sans doute le résultat d'un accord partiel déjà terme peut être l'évacuation de la base par les troupes américaines (photo U.P.J.)

belles » algériens.

Mac-Carthy, Kennedy, Johnson

 Les élections présidentielles américaines. Avant le choix des électeurs, le choix d'une politique par la bourgeoisie américaine.

> Plusieurs mois avant l'ultime scrutin, les élections présidentielles font déjà partie de l'actualité politique américaine. En lui-même, le fait n'a rien de remarquable. Mais ce qui l'est plus, c'est l'aspect original que revêt cette campagne électorale. Personne ne semble s'intéresser à la rivalité qui oppose traditionnellement les deux grands partis bourgeois américains, le parti républicain et le parti démocrate, rivalité qui résume presque à l'ordinaire la vie politique américaine. Toute l'opinion regarde au contraire en direction du parti démocrate, s'interrogeant sur les chances respectives de Mc Carthy, de Kennedy et de Johnson.



La convention du Parti démocrate avant les dernières élections américaines, la banderole sous les portraits de Roosevelt, Kennedy et Truman, déclare, au nom de Johnson: « laissez-nous continuer » (photo A.F.P.)

C'est que le parti démocrate est le parti du président en exercice. Et les péripéties de cette campagne électorale revêtent une grande importance à cause de leur contexte, c'est-à-dire de la guerre du Viet-

Non pas que le résultat de ces élections puisse influer en quoi que ce soit sur la politique américaine au Vietnam. Pour croire cela, pour croire que la politique d'un grand pays, a fortiori de l'impérialisme américain, puisse être déterminée par un seul homme, et par les suffrages qui l'ont amené au pouvoir, il faut nourrir de sérieuses illusions parlementa-

Mais ce sont au contraire les prises de position des Kennedy et des Johnson qui mettent en lumière l'évolution de la politique de l'impérialisme U.S. en Extrême-Orient.

Ce ne sont pas les résultats des élections qui détermineront la politique américaine au Vietnam, ce sont les choix politiques de l'impérialisme américain en ce qui concerne le conflit vietnamien qui déterminent la physionomie actuelle de la campa-

La pire des choses, parce qu'elle condamnerait à une incompréhension totale des événements auxquels nous assistons, serait de ne voir dans chaque candidature, dans chaque volte-face, voire dans chaque annonce de renonciation, que des manœuvres électorales destinées exclusivement à servir les ambitions personnelles de leur auteur.

La bourgeoisie des Etats-Unis, comme d'ailleurs de tous les pays impérialistes, a les moyens de sélectionner, et de contrôler, des hommes politiques qui soient entièrement dévoués à sa cause, et prêts à sacrifier au besoin leurs ambitions personnelles si cela est nécessaire pour la défense de ses intérêts généraux.

Rappelons que Johnson, l'actuel président, avait normalement les plus grandes chances d'être désinouveau comme candidat officiel par son parti. Il est exceptionnel dans la vie politique américaine que le Président sortant soit récusé par son parti qui lui préfère un autre candidat bien qu'il ne bénéficie pas des avantages moraux et matériels du Président en titre.

Tout a commencé lorsqu'un presqu'un inconnu, Mac Carthy (quoique un de ses homonymes se soit fait il y a quelques années une célébrité par son anticommunisme) a posé sa candidature à la désignation comme candidat officiel du Parti Démocrate en se déclarant en faveur d'un désengagement total au Vietnam. Selon toutes les estimations il n'avait aucune chance lorsqu'il remporta un succès considérable lors des premières « élections primaires » du New Hampshire.

ne pouvait pas ne pas annoncer qu'il ne se représenterait pas. Johnson était en effet infiniment plus mal placé pour défendre les intérêts de l'impérialisme US dans une négociation que le serait un Kennedy. Il a pendant des années incarné la politique de guerre à outrance au Vietnam. En cas d'échec des négociations, sa bonne volonté aurait été immanquablement mise en

De là, révolution dans l'Etat-Ma-

jor du Parti démocrate : Mac Carthy

pourrait être plébiscité contre John-

son dans toutes les élections pri-

maires, risquant de contraindre le

Parti démocrate à le présenter aux

suffrages des électeurs et à être

plébiscité, pour de bon cette fois.

sur un programme de désengage-

ment, pratiquement sans conditions,

au Vietnam. En fait ce danger n'était

pas réellement important car même

si Mac Carthy obtenait, malgré tou-

tes les pressions, un tel succès aux

« primaries » cela ne contraindrait

pas pour autant le Parti démocrate

à le présenter comme candidat à la

Maison-Blanche. Mais le danger est

quand même que sa politique sus-

cite des mouvements d'opinion im-

portants qui grèvent lourdement la

liberté d'action du candidat démo-

crate (dans ces circonstances ce ne

pouvait être que Jonhson) et pour-

quoi pas, fasse élire par opposition

le candidat républicain qui pourrait

se présenter alors (le Général Ei-

senhower l'avait bien fait lors de la

guerre de Corée) sur un programme

de paix (évidemment plus « respon-

sable » que celui de Mac Carthy).

lice avec justement un programme

de paix mesuré, laissant place à un

chantage vis-à-vis du F.N.L. et donc,

peut-être, à un compromis satisfai-

sant pour l'impérialisme américain.

Il ne s'agissait rien moins alors que

de barrer la route à Mac Carthy (et éventuellement au candidat ré-

publicain) et de laisser ainsi l'im-

périalisme américain libre de choisir

entre la continuation de la guerre

coûte que coûte et une négociation

sur un compromis (au lieu du re-

trait pur et simple de Mac Carthy).

ricaine a choisi. Elle s'est décidée à

la négociation.

périalisme américain.

paix aux U.S.A.

Entre temps, la bourgeoisie amé-

A partir de là il n'était plus né-

cessaire d'attendre les élections

pour s'y engager. Cela aurait même

été dangereux : les élections au-

raient pris un tour passionnel pour

ou contre la guerre. Les négocia-

tions se seraient engagées au len-

demain des élections dans de bien

plus mauvaises conditions pour l'im-

La décision prise, il revenait à

Johnson de l'annoncer et, alors, il

C'est alors que Kennedy entra en

Kennedy aurait l'énorme avantage, pour l'impérialisme américain, de pouvoir tenir à peu près ce langage au F.N.L.: « Tous les Américains, et bien des gens dans le monde entier, son persuadés que je veux sincèrement la paix et que s'il y a un homme qui peut traiter avec vous, c'est moi. Donc si vous n'acceptez pas mes conditions, tous les Américains seront persuadés que la guerre ne continue que par votre faute, qu'on n'y peut rien et qu'il faut donc « mettre le paquet » ; si vous n'acceptez pas mes conditions, moi je suis capable d'obtenir ce que lohnson ne pouvait plus obtenir: encore plus d'hommes et plus d'argent pour la guerre. Vous avez donc

doute, aussi bien par les Vietna-

miens que par les partisans de la

C'est sans nul doute ce langage que Kennedy tiendra. En annonçant qu'il ne se présentera pas, Jonhson la victoire d'un Kennedy.

le choix entre la paix tout de suite

à mes conditions ou la guerre à

outrance pendant encore de longues

Les Élections Présidentielles Américaines :

Mécanique complexe où les électeurs participent peu et ne comprennent rien.

Les élections présidentielles américaines obéissent à des règles, les unes juridiques, les autres coutumières, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ne sont pas simples.

Il faut distinguer tout d'abord dans ces élections l'aspect légal, fixé par la constitution des U.S.A., de leur préparation par les partis qui présentent les candidats. Préparation qui, au pays du gigantisme, prend souvent le pas, en ce qui concerne le bruit et le spectaculaire, sur les élections elles-mêmes

L'élection présidentielle proprement dite, se déroule en deux temps, c'est ce qu'on appelle une élections à deux degrés.

Dans un premier temps, le second lundi de novembre, tous les électeurs américains votent dans chacun des cinquante Etats des U.S.A. pour élire les « électeurs présidentiels ». Chaque Etat a droit, en fonction de sa population, à un nombre d'électeurs présidentiels déterminé par la Constitution. Le scrutin est un scrutin de liste c'est-à-dire que chaque électeur a le choix entre deux ou plusieurs listes d'électeurs présidentiels qui chacune se réclame d'un candidat à la Présidence (en fait d'un des partis qui présentent un candidat). La liste qui obtient la majorité des suffrages de l'Etat, remporte la totalité des électeurs présidentiels, que sa majorité soit faible ou forte. Ce sont ces électeurs présidentiels qui, en janvier éliront le Président et le Vice-Président. Ce dernier acte passe pratiquement inaperçu, car les électeurs présidentiels doivent obligatoirement voter pour le candidat de leur parti; dès que leur répartition entre les différents Partis (qui ne sont en fait que deux), au lendemain des élections de novembre, est connue, on connait donc le nom de celui qui sera effectivement élu en janvier.

Notons simplement que ce système compliqué a pour but principal d'éliminer les petits partis de la course à la présidence. Les élections au suffrage universel n'ont lieu qu'Etat par Etat ce qui fait qu'un Président des USA peut très bien être élu avec, au total, moins de voix dans le pays que son adversaire (cela s'est déjà vu deux fois

dans l''histoire des Etats-Unis). Par ailleurs si les électeurs présidentiels n'arrivent pas à élire un Président au premier tour (égalité de voix, pluralité de candidats) ils deviennent libres de voter au second tour comme ils l'entendent. Si aucune majorité ne se dégage après un second tour, les élections ne sont pas recommen-cées : c'est le « Congrès » (le Parlement) qui désigne le Président pour quatre ans.

Mais cette élection légale, en deux degrés, est précédée de toute une préparation « privée », préparation dont les modalités ne sont pas fixées par la loi et qui a pour objet la désignation des candidats officiels des principaux partis américains, ceux dont les candidats se succèdent à la Présidence depuis toujours, le Parti Démocrate et le Parti

Disons en passant qu'il est

bien difficile de distinguer politiquement ces deux partis qui, bien que le Républicain passe pour plus à droite que le Démocrate, sont aussi réactionnaires l'un que l'autre. Parmis les présidents qui se sont succédés depuis la seconde guerre mondiale quatre étaient « Démocrates » (Roosevelt, Truman, Kennedy et Johnson) et un « Républicain » (Eisenhower).

Le Parti Républicain et le Parti Démocrate désignant leur candidat officiel au cours d'un Congrès extraordinaire (Convention) qui a lieu au mois de juillet ou d'août, congrès qui se déroule dans une atmosphère de kermesse à grand renfort de flonflons et de majorettes.

Chacun de ces deux partis a des sections ou des bureaux par Etat. Chaque « Etat » envoie donc à la Convention un nombre de délégués qui est approximativement fonction du nombre d'habitants de l'Etat. Ces délégués votent à la Convention pour le candidat de leur choix. Le candidat qui obtient le plus de voix sera le candidat du Parti dans la course à la Présidence.

Bien entendu toute la difficulté pour chaque candidat est d'obtenir les voix de ces délégués à la Convention. Ce sont eux qui décident avant les électeurs. Le jour où ces derniers interviennent, ce n'est que pour départager deux candidats que les appareils des Partis ont fabriqués de toutes pièces.

C'est à ce niveau qu'ont lieu tous les maquignonnages, les promesses et les trafics d'influence avec les gros bonnets locaux.

Une institution originale est cependant que dans certains Etats, les deux Partis, au lieu de laisser les dirigeants locaux nommer les délégués (donc les candidats) organisent une véritable élection sur les noms des différents postulants. Ces élections s'appellent des « élections primaires » (primaries). Elles n'ont cependant rien de légal, elles sont « privées ». Leurs modalités sont d'ailleurs extrêmement variables d'un Etat à l'au-

Dans certains ce sont les membres de chacun des deux Partis qui prennent part au vote, dans d'autres, les Républicains et les Démocrates mêlent leurs voix dans des « Primaries » communes, dans d'autres encore ce sont tous les électeurs qui sont invités à désigner le candidat qui leur paraît le meilleur. En fait ces « primaries » servent essentiellement de test de popularité de tel ou tel candidat et éventuellement de tel ou tel programme. Ces « primaries » sont les premières escarmouches de la campagne présidentielle puisque, dans le calendrier de l'élection présidentielle, ce sont les opérations préliminaires qui ont lieu en tout premier lieu. Aujourd'hui elles ont déjà commencé et c'est à cause du succès à I'une d'elles (New Hampshire) de Mac Carthy sur un programme de paix au Vietnam que Kennedy a décidé de se présenter avec un programme en apparence similaire.

François DELAIN.

peut le tenir, lui aussi, dès maintenant en annonçant Kennedy et en lui préparant la voie. Ainsi, par le renoncement de Johnson, l'impérialisme américain gagne neuf mois dans le chantage vis-à-vis du F.N.L.

Bien sûr on ne peut pas encore prédire si c'est Kennedy qui sera Président des U.S.A. en janvier 69, mais il a les plus grandes chances, étant donné le contexte Vietnamien. Les Républicains ne se sont pas encore engagés à fond dans la course, mais ils ne peuvent pas faire grand-chose: ils ne peuvent que mettre en avant leur propre candidat de la paix ou ressortir une candidature à la Goldwater, ce qui serait encore le meilleur moyen d'assurer

L'évolution actuelle du problème noir pourrait seule modifier les termes de ces élections, mais tout porte à croire que même s'il y a radi-calisation aux deux pôles de la société américaine, c'est encore Kennedy qui sera l'homme le plus à même de tenir les rênes de la société américaine pour le bien du

Quoiqu'il en soit, si une chose est certaine, c'est que les jeux en ce qui concerne la politique américaine au Vietnam sont déjà faits et que ce ne seront pas les bulletins de vote de novembre qui y changeront quoi que ce soit.

Christian JUNG

LUTTE DE CLASSE

N' 14 - Mois d'avril 1968

Au sommaire :

LE VIETNAM: UN MAUVAIS TERRAIN POUR LA GUERILLA DE L'EXTREME-GAUCHE CONTRE LE P.C.F.

— DU « VIETMINH » AU « VIETCONG »

Gomulka, Dubcek :

Deux aspects d'une même politique

LES événements à la fois parallèles et apparemment opposés de Pologne et de Tchécoslovaquie continuent à donner une image saisissante des limites entre lesquelles se meuvent les régimes des Démocraties Populaires.

Destitutions et démissions à Prague. Destitutions et démissions à Varsovie. Dans le premier cas, c'est une équipe nouvelle que l'on prétend plus libérale qui élimine des organes dirigeants du Parti et de l'Etat, les hommes trop ouvertement compromis sous l'ère du « dur » Novotny. Dans le deuxième cas, c'est une équipe que l'on dit des plus « dures » des directions actuelles des pays de l'Est qui épure de son sein des hommes accusés d'avoir témoigné trop de molesse envers les manifestations estudiantines du mois dernier ou accusés simplement d'avoir eu des fils, des parents parmi les manifestants.

Deux voies opposées? La répression à Versovie n'est pas le fait d'un des rares survivants de la génération des dirigeants directement mis en place par la bureaucratie russe de la génération des Rakosi, des Rokossowsky ou autres Ulbricht. Elle est le fait d'un homme qui en son temps, cristallisait bien plus que Dubcek actuellement en Tchécoslovaquie, l'espoir de libéralisation et de démocratisation du peuple polonais.

Le même Gomulka qui, aujourd'hui, fait matraquer les étudiants est arrivé au pouvoir grâce à une mobilisation populaire où le rôle des étudiants fut important sinon déterminant.

La Tchécoslovaquie d'aujourd'hui évoque l'image de la Pologne d'il y a douze ans. Mais surtout, le Gomulka d'aujourd'hui préfigure le Dubcek de demain. Si ce demain n'est pas immédiat, cela ne tient pas aux intentions de Dubcek, mais à ses possibilités. Mais dès maintenant, la

u accusés simplement d'avoir ni les manifestants.

nouvelle équipe dirigeante tient à marquer que, en ce qui la concerne, la campagne de libéralisation — en fait à peine commencée — est déjà terminée. Les décisions de la session du Comité Central qui vient de s'achever sont caractéristiques à cet égard. Certes, la nouvelle équipe a tenu à consolider son pouvoir en éliminant ses rivaux des postes que ceux-ci détenaient encore, cette éli-

parfois au sens fort du terme.
(Alors même que l'on exhume des doutes sur le suicide vieux de vingt ans de Jan Masaryk, une étrange épidémie de suicides semble sévir à Prague, frappant les partisans plus ou moins proches de Novotny).

mination étant d'ailleurs à prendre

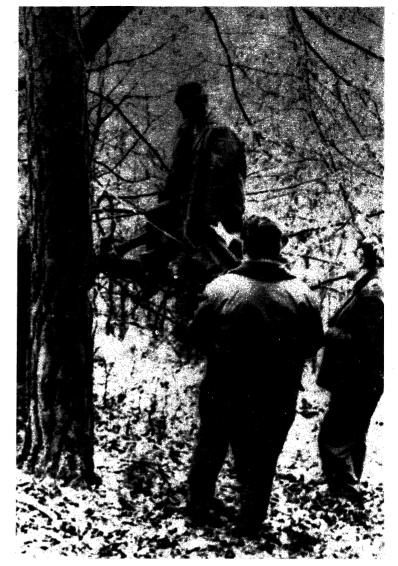
Si le fait de s'attaquer aux partisans de Novotny accroît quelque peu le crédit de Dubcek devant les couches en effervescence, le secrétaire général tient à mettre ce crédit immédiatement en balance pour calmer cette même effervescence. Il le fait en s'en prenant au « rythme hâtif » de la démocratisation, qu'il convient de mener à terme « non pas dans le feu de l'agitation, mais avec calme et sérieux ». Il le fait en s'en prenant aux « excès au cours des récents débats ». Il le fait, enfin, en affirmant qu'il ne cède pas sur la question de la « solide alliance » entre l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie.

Les expressions sont mesurées et n'ont pas la brutalité des déclarations des dirigeants polonais. Mais l'effort de tous les éléments de la nouvelle direction, même de ceux que l'on prétend les plus radicaux, les plus anti-staliniens, vise essentiellement à réduire les événements des móis derniers à ce à quoi ils furent destinés dans l'esprit de leurs protagonistes: une simple révolution de palais. Stabilité et consolidation, toutes les interventions officielles tournent autour de ces deux points, alors que dans les conditions actuelles, le changement de direction mis à part, stabilité signifierait le retour pur et simple à la situation antérieure.

Manifestement cependant les milieux intellectuels ne s'estiment pas quittes d'une simple substitution de dirignants

L'effervescence continue parmi les écrivains, les journalistes et les membres du parti victimes des répressions des années 50. Elle a touché les organisations de jeunesse du parti elles-mêmes. Fait plus important encore, il semble qu'elle commence à s'étendre parmi les ouvriers de Prague.

L'agitation reste encore très embryonnaire. Elle laisse encore à Dubcek une marge de manœuvre, mince



Joseph Brestansky trouvé pendu près de Prague (photo U.P.I.)

mais suffisante pour qu'il parvienne à la canaliser à l'instar de Gomulka en 1956. Mais elle contient déjà en germe la possibilité d'un éclatement révolutionnaire.

G.K.

A propos de la brochure d'Ismet Cheriff Vanly "LE PROBLÈME KURDE EN SYRIE"

En 1962 avait été élaboré le plan dit de « La ceinture arabe » qui devait permettre de « sauvegarder l'arabisme » dans le Djazireh, bande de 280 km de long et de 10 km de large situé le long de la frontière turque et habitée par environ 300 000 kurdes sur les 500 000 que compte le pays. Les Kurdes de 332 villages furent sommés de choisir entre l'exil vers des pays étrangers ou la déportation dans des régions désertiques. 140 000 Kurdes riron furent touchés par sures. Plus tard en 1966, lorsque le régime se proclama « socialiste arabe », le terme de « Ceinture arabe » fut changé pour celui qui sonnait beaucoup mieux de « Plan pour l'établissement des fermes d'Etat modèles » Le nom avait changé mais pas le contenu. Sous prétexte de « réforme agraire » on expulsa les paysans kurdes de leurs terres dont certaines furent attribuées à des féodaux arabes.

VOIX OUVRIERE est composé le lundi et le 15 avril, lundi de Pâques, étant férié, notre journal paraîtra donc avec un jour de retard.

Vous le trouverez exceptionnellement dans les kiosques à partir du jeudi au lieu du mercredi.

Sur le plan juridique dès novembre 1962 140 000 Kurdes de la région de Djazireh avaient été déchus de la nationalité syrienne et de ce fait ne pouvaient plus trouver du travail dans les entreprises privées ou d'Etat, n'avaient plus le droit d'envoyer leurs enfants dans les écoles publiques, de se faire admetre dans un hôpital d'état, de se déplacer librement, de se mariers légalement, ou de réparer leur maison sans autorisation spéciale du gouvernement. En quelque sorte les Kurdes de Djazireh se trouvaient dans la même situation tragique que les Arabe d'Israël.

De plus les manifestations folkloriques, la musique, la littérature kurdes étaient rigoureusement interdites et tout citoyen syrien qui se prétendait officiellement Kurde et non Arabe pouvait être arrêté sous l'inculpation « d'incitation à la haine et au racisme ».

En fait la situation des Kurdes de Syrie que décrit Ismet Cheriff Vanly ressemble à s'y méprendre à celles de minorités kurdes de Turquie, d'Irak et d'Iran. Et même si la Syrie est considérée par beaucoup comme le plus « progressiste » des pays arabes la situation du peuple kurde qui y vit montre avec éclat que la petite bourgeoisie nationaliste qui tient les rênes du pouvoir en Syrie, même si elle est parfois contrainte de se proclamer « anti-impérialiste » et d'user d'un vocabulaire radical, lorsque l'impérialisme met en danger ses propres intérêts de classe n'est en rien «progressiste». Aujourd'hui tout militant arabe qui se prétend révolutionnaire ne peut le faire que s'il reconnait au peuple kurde le droit à une existence nationale indépendante. Encore une fois l'exemple syrien montre bien que les petits bourgeois baasistes ou autres nationalistes arabes sont incapables de concevoir les rapports entre peuples autrement que comme des rapports de domination. C'est d'ailleurs pourquoi seul le prolétariat des pays arabes sera capable de tendre fraternellement la main aux Kurdes et aux autres minorités opprimées pour construire une Fédération Socialiste du Moven-Orient.

Mais ce jour-là ce n'est pas la « Révolution Arabe » qu'accomplira la classe ouvrière arabe et son avant-garde ; ce sera la Révolution Socialiste.

REPRESSION CONTRE LA GAUCHE TUNISIENNE

LE 5 juin 1967 lors du déclenchement des hostilités entre Israël et les pays arabes, des manifestants défilent dans Tunis. Un millier d'entre eux envahissent le quartier israélite aux cris de « Mort aux Juifs, à bas les Juifs ». Des magasins sont saccagés, des voitures retournées et un incendie criminel détruit une grande partie de la Grande Synagogue de Tunis.

Le soir-même, Bourguiba, lors d'une apparition à la télévision, déclarait que les émeutiers méritaient la potence et que les israélites tunisiens seraient protégés.

Les premiers émeutiers furent jugés fin juillet et condamnés de deux mois à quatre ans de prison. Une autre fournée de jeunes gens passa en jugement quelques jours plus tard nour se voir cette fois infliger des peines de 25 ans 15 et 10 ans de travaux forcés. L'un des dirigeants de ce second groupe Mohamed Ben Jennet fut le plus lourdement frappé: 25 ans de travaux forcés.

Les deux manifestations.

Mais peu à peu, grâce à l'action entreprise par quelques étudiants de gauche tunisiens, la vérité perça. Le 5 juin à Tunis il n'y avait pas eu une mais deux manifestations. La première, encadrée par des militants « socialistes » du Néo-Destour, le parti de Bourguiba, s'était rendue dans le quartier juif pour tenter d'organiser un pogrom et cela à la complicité de la police qui n'intervint que quatre heures plus tard.

La seconde n'avait nullement revêtu un caractère raciste quelconque. Encadrés par des étudiants de gauche les manifestants avaient attaqué les Ambassades des U.S.A., d'Angleterre et le Centre Culturel Américain en criant des slogans hostiles à l'impérialisme.

Mais le gouvernement Bourguiba en amalgamant les uns et les autres faisait d'une pierre deux coups. D'une part il se débarrassait d'un groupe actif d'étudiants de gauche, dont le leader était Mohamed Ben Jennet qui reprochait au régime ses compromissions avec l'impérialisme, d'autre part il parvenait dans le même temps à faire cautionner, cette répression par de nombreux militants de gauche en France et ailleurs plus ou moins pro-Israël et persuadés que Bourguiba n'avait fait que condamner des émeutiers racistes.

La preuve la plus évidente que Bourguiba savait très bien à quoi s'en tenir sur les manifestations du 5 juin, c'est que les pogromistes furent, sans exception, condamnés à des peines légères, alors que tous les étudiants de gauche se voyaient envoyés aux travaux forcés.

Fin juillet lors du procès des étu-

diants anti-impérialistes tunisiens personne ne broncha car la gauche française avait d'autres chats à fouetter. Seule l'UNEF et le groupe marxiste tunisien « Perspectives » s'élevèrent contre la confusion « créée « par le gouvernement tunisien ten- « dant à discréditer les militants an- ti-impérialistes, présentés comme « les instigateurs des actes de pil- « lage et d'incendie ».

Libérez Mohamed Ben Jennet.

Lors du procès de Ben Jennet le procureur ne put que lui reprocher de posséder chez lui la « Déclaration de la Havane » et les œuvres de Mao Tsé-toung. De ce fait la tentative de le présenter comme un émule de l'organisation arabe d'extrêmedroite des « Frères Musulmans » tournait court.

Un comité pour la libération de Ben Jennet se constituait en Tunisie C'est à l'appel de celui-ci qu'une grève éclata à l'Université de Tunis du 15 au 19 mars dernier.

Le 17 et le 18 mars les étudiants envahissaient la faculté des Lettres en criant : « Libérez Ben Jennet ». « A bas la répression et la Gestapo ». Des bagarres se produisaient à la faculté de médecine entre des étudiants et des forces de police. Les autorités décidèrent alors d'avancer de trois jours les vacances universitaires de Pâques en espérant que l'agitation cesserait.

Une répression féroce.

Mais la police a effectué de nom-

breuses arrestations chez les étudiants, les professeurs et même certains fonctionnaires connus pour opinions progressistes.

Lors de bagarres entre policiers et lycéens dans les lycées technique et Alaoui, des élèves furent matraqués et l'un d'eux Ben Miled, 16 ans, a été tué. Il y aurait eu en outre plus de vingt blessés.

Et bien que le ministre de l'Intérieur ait déclaré que « la vingtaine d'agitateurs gauchistes responsables des incidents qui « ont eu lieu du 15 au 19 mars à l'Université de Tunis ont été « arrêtés et comparaîtront en justice », on est sans nouvelle des personnes arrêtées et il semblerait que certaines aient été torturés par la police.

De plus des étudiants ont éte exclus de l'Université et les cours des professeurs Belejacem Chabbi, Nourri Safi, et Southoum Mohamed ont été interdits. Ceux-ci ont été priés de quitter la ville et de rester à la disposition de la police.

D'autre part des avocats français, dont Me Manville, sont arrivés à Tunis mais se sont vus pour l'instant interdire tous contacts avec leurs clients.

Ainsi se manifeste clairement la véritable nature du régime Bourguiba qui se veut « libéral » et « éclairé » mais qui n'est en fait qu'une sordide dictature policière.

L. STERN

Les militants arrêtés Etudiants: Razgallah Brahim, Ben Othman, Zguidi Salah, Chemari, Guarbi, Mohamed Salah, Slama Hedi, Abdeljaoued Halel.

Professeurs: Southoum Hafed, Charfi Mohamed, Mme Charfi, Attia Hebib, Troudi Hechemi, Ben Halima Sassi.

Fonctionnaires: Ben Khafder Nourridine, Gilbert Naccache, Baendi Houssine et Smaoui Ahmed.

Ont été enlevés en pleine rue par des commandos para-policiers :

Zouheir Essaffi, Ben Zaggour Khedidja, Noana Fouzia, Adda Leila, N'charek Rachid, Mekechir Mohamed, Hedi Zantour.

A BESANÇON: Les Étudiants

contre les règlements policiers des résidences universitaires.

Le jeudi 28 mars, l'A.G.E.B. (Association Générale des Etudiants de Besançon) et les associations des résidents et résidentes des cités universitaires, dans un tract distribué à la sortie du restaurant universitaire, invitaient les étudiants à manifester pour exprimer leur mécontentement et leur totale désapprobation de la « politique » du C.R. O.U.S. (Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires) et des « mesures flicardes » prises par lui.

Environ 80 étudiants résolus, las de ces méthodes, se rassemblèrent après le repas vers 13 h 30; le groupe ainsi formé se dirigea (après y avoir été invité par micro par l'A.G.E.B.) vers les locaux administratifs de la cité U.

Les raisons et les buts de la manifestation étaient clairs pour tous les participants (la plupart, des résidents) et avaient été exposés sans équivoque dans les tracts de l'A. G.E.B.: constatant que l'administration: — fait jouer un rôle de flic aux veilleurs et concierges (mal payés, soit-dit en passant).

- envoie des lettres de dénonciation de « mauvaise conduite » aux narents des résidentes,

- fait pression sur certaines résidentes pour qu'elles agissent contre l'intérêt de leurs camarades;

Cela, dans le cadre général de la politique gouvernementale visant à mettre au pas les étudiants et leurs organisations;

Les étudiants se prononcent :

 pour la suppression des mesude surveillance et d'ingérence, - pour la libre circulation en ci-

- pour la liberté d'expression, de réunion etc.

Ce qui signifiait, plus concrètement, au niveau de cette manifestation, que le directeur du C.R.O.U.

-- remette aux étudiants les dossiers disciplinaires et les cahiers où sont inscrites les allées et venues des étudiants en cité,

· leur donne des garanties irrévocables pour circuler librement en cité U (en quelque sorte, entériner l'état de fait de l'abrogation des règlements intérieurs acquise lors de récentes occupations de cités),

- garantisse enfin que les étudiants soi-disant « repérés » à cause de leur « mauvaise conduite » ne soient pas inquiétés.

Ayant trouvé la porte du bureau du directeur du C.R.O.U.S. close (ils s'étaient pourtant présentés à l'heure d'ouverture!), les étudiants d'un accord unanime l'enfoncèrent. Le directeur n'y était pas. Il avait certainement oublié le rendez-vous. Mais il n'était pas bien loin. Il apparut sur le pas d'un autre bureau : les manifestants, impatients, massés dans le couloir, raillèrent les arguments hypocrites donnés en réponse aux exigences formulées par tous les étudiants présents et présentées par l'A.G.E.B.

Devant la mauvaise foi du directeur du C.R.O.U.S. et son refus de livrer les pièces voulues, les étudiants se mirent à rechercher euxmêmes ces dossiers. Ceux-ci furent rapidement découverts, non sans avoir enfoncé une nouvelle porte. Les cahiers et carnets des veilleurs de nuit furent brûlés dans la cour : les dossiers disciplinaires, conservés par l'A.G.E.B. Après quoi, les étudiants, ayant atteint leurs objectifs, se dispersèrent vers 15 h. La police n'est pas intervenue. Aucun acte de vandalisme ne fut commis à l'intérieur des locaux, les étudiants étaient venus rechercher les dossiers, une fois ces dossiers trouvés et détruits ils avaient rempli leurs objectifs.

De l'avis de tous les participants, brève une manifestation réussie mais efficace : la preuve que les étudiants ont envie de défendre ce qu'ils ont conquis; une intervention directe des résidents pour prouver qu'ils n'ont pas besoin de flics dans leurs cités.

Manifestation pour le Vietnam:

OU SONT LES DIVISEURS?

Le « Comité départemental d'action du Doubs », émanation du P.C., avait décidé d'organiser une manifestation à Besançon, le samedi trente mars.

Les étudiants du « Comité Vietnam National » animés par des militants de la « Jeunesse Communiste Révolutionnaire » volurent s'y joindre, mais Pagannelli, représentant du parti communiste vint les avertir qu'ils devraient manifester avec des mot d'ordre « conformes », sans quoi il ferait respecter l'ordre !!!

Le « Comité Vietnam » décida donc de participer de façon autonome à la manifestation.

Le jour dit, sur la place Battant à partir de 17 h se rassemblèrent près d'un millier de manifestants, venus de tout le Doubs et des départements voisins. Le Comité Vietnam, regroupa à l'écart sous ses banderolles, (drapeaux rouges et vietnamiens, portraits de Che Guevara), une soixantaine de personnes surtout des étudiants. Lorsque le groupe s'approcha pour se mêler aux autres manifestants, Carrez responsable du Parti communiste, et membre du Syndicat National des instituteurs, lui barra la route, entouré de gardes du corps, et somma les étudiants ou bien d'abandonner leur portrait de Che Guevara ou bien de disparaître..

Les étudiants refusèrent, aussi lorsque la manifestation du « Comité d'action » démarra, on put se rendre compte qu'elle était suivie d'une voiture munie d'un écriteau « fin de la manifestation ... puis du cortège du Comité Vietnam », celui-ci étant isolé par un « cordon sanitaire » de membres du Parti Communiste! Au bout d'un moment la voiture s'arrêta et les manifestant du C.V.N. la doublèrent en bousculant quelque peu le service d'ordre stalinien. Pendant ce bref accrochage quelques coups furent échangés, le portrait du Che arraché, et un mannequin de Johnson emporté. Mais Carrez, grand maître des opérations, empêcha le Comité Vietnam » d'approcher de l'autre manifestation, en plaçant un service d'ordre qui barra toute la rue, sur 5 ou 6 rangs d'épaisseur.

Pendant le reste du parcours il n'y eut plus guère d'incidents et Carrez marchant devant ses troupes criait sans cesse aux passants « Ceux qui nous suivent ne sont pas avec nous, ce sont eux qui salissent les murs de la ville d'inscriptions politiques pein-. Au meeting final, sur l'esplanade Granvelle, le discours de Paganelli, fut troublé par les cris des étudiants et le chant de l'Internationale.

Qu'est-ce que la population bisontine a bien pu comprendre à ce spec-

VOIX OUVRIERE

A. SCHMIDT.

CONTRE LE GANGSTÉRISME STALINIEN

Nous avons reçu de Lille un tract dont nous reproduisons les extraits suivants:

AGRESSION NOCTURNE A LA MADELEINE

Dans la nuit du 29 au 30 mars, une véritable chasse à l'homme a eu lieu chez nous, à la Madeleine. S'agissait-il de criminels ? Non, mais tout simplement de quelques

jeunes gens épris de liberté qui s'étaient donnés rendez-vous pour apposer sur les murs de la localité une affiche disant à peu près ceci :

 Que faisons-nous contre la faim dans le monde ? Les ouvriers travaillent 8 et 10 heures par jour pour fabriquer les richesses ; une poignée de capitalistes les gaspillent pour remplir leurs coffres-forts ».

C'était probablement là un crime exigeant un châtiment exemplaire ! Car endroit du rendez-vous, ils furent assaillis par des énergumènes qui, ils l'apprirent ensuite, n'étaient autres que des membres du

Etrange coīncidence, un car de police arrivait au même moment. Patrouillant à bord d'au moins cinq voitures et de vélomoteurs, les

nervis du P.C.F. donnèrent la chasse aux jeunes gens, les désignant aux policiers qui s'empressaient de les cueillir sans autre forme de procès, pour les conduire au commissariat, où ils furent traités sans ménagement, pire que des malfaiteurs.

Notons d'ailleurs qu'il était dangereux de se promener à cette heure-ci dans le quartier, car même de simples passants furent arrêtés. Pendant ce temps, la voiture d'un des jeunes était fracturée et cam-

Jusqu'à trois heures du matin les commandos du P.C.F. patrouillèrent et se livrèrent à une chasse à l'homme qui réveilla un grand nombre de

citoyens de la localité. Les agresseurs n'en sont d'ailleurs pas à leur coup d'essai puisque la semaine précédente, certains d'entre eux s'étaient livrés à des voies de

fait, matraque à la main, sur les jeunes gens qui collaient des affiches. Depuis quand le P.C.F. est-il autorisé à faire régner la terreur pour interdire à ceux qui ne pensent pas comme lui le droit de s'exprimer ?

Nous connaissons un certain nombre de ces vaillants policiers bénévoles qui d'ailleurs ne craignent pas de s'allier à la police officielle pour perpétrer leurs mauvais coups.

Mais ce ne sont pas les méthodes de gangsters employées par les membres du Parti Communiste qui réussiront à intimider les militants qui luttent pour que le progrès et la science soient utilisés au service des hommes et non à celui de la barbarie.

Rédaction - Administration : 29, rue de Chateau-Landon, Paris-10°. Parution hebdomadaire : En vente le mercredi. Prix: 1 F. Abonnement : 6 mois : 15 F. 1 an 25 F Abonnement de soutien: 6 mois 30 F 1 an Tous les envois de fonds doivent être effectués au nom de Maurice SCHROEDT C.C.P. PARIS 9424-78 Imprimerie - Composition Duhen, rue Philippe-de-Girard

Resp. pub. M. Schroedt

Impr. - Rotoffset -, 77-Meaux Distribué par les N.M.P.P.

LES PROPRIÉTAIRES REVENDIQUENT

DANS son assemblée générale, la chambre syndicale des propriétaires parisiens qui groupe 24 000 adhérents s'est félicitée de la libération des immeubles des catégories supérieures à partir du 1" juillet. Mais elle voudrait que cette mesure soit généralisée à tous les loyers y compris les plus faibles et, comme première solution urgente, elle propose une augmentation de 15 % tous les semestres et le doublement des valeurs locatives les plus basses.

D'après la chambre syndicale des propriétaires, ces mesures feraient disparaître presque complètement la crise du logement. Il est bien connu que la France et Paris, particulièrement, manquent de logements.

On ne voit pas comment le fait d'augmenter les loyers les ferait brutalement augmenter en nombre. Si les propriétaires pouvaient tirer un revenu plus élevé de leurs logements investiraient-ils davantage dans la construction? Peut-être, cela n'est pas sûr, mais ce qui est certain, c'est que le nombre de locataires solvables serait vite atteint.

Il est devenu coutumier de dire que les loyers étaient trop bon marché. Cela est absolument faux. Actuellement on trouve à se loger à Paris avec 800 à 1 000 F par mois pour un logement tout juste confor-

Un 3 pièces cuisine, salle d'eau avec confort, mais sans luxe est vendu neuf de 120 à 150 000 F. En tenant compte du loyer, de l'argent investi, de l'entretien et des charges, il faut pour que ce logement soit rentable qu'il soit loué au moins 1000 F par mois, c'est-à-dire à un prix supérieur à ce que gagnent la plupart des Parisiens. Ces loyers sont trop chers parce que le prix de la construction est trop élevé. Mais si le prix de la construction est trop élevé ce n'est pas que les travailleurs du bâtiment gagnent de trop, car si certains se font des payes à peu près honnêtes, il faut considérer les cadences de travail et le nombre d'heures qu'ils font.

Alors il y a la spéculation. Elle est énorme. Mais même sans elle il serait impossible de fournir des logements corrects à des prix abordables.

L'évolution de l'économie capitaliste ne permet plus que des industries qui se rattachent aux services publics soient rentables pour des capitaux privés.

Les transports, la santé publique, les sources d'énergie ont dû être nationalisés parce que devenus non rentables.

Comment l'industrie du bâtiment

qui est encore au stade artisanal pourrait-elle se développer et trouver les capitaux nécessaires à des investissements « rentables » ? En fait, les capitaux qui peuvent s'investir dans la construction avec des possibilités de rentabilité sont ceux qui concourent à la production de logements de haut standing et de locaux commerciaux vendus et loués fort cher. Alors les propriétaires de logements locatifs (la plupart des immeubles datent de près d'un siècle) considèrent le prix du mètre carré de ces locaux neufs et à peu de choses près voudraient l'appliquer à leurs masures.

Pensez donc, ces pauvres propriétaires qui disposent de logements dont la valeur vénale est de 60 000 F qui devraient donc, selon eux, être loués 6000 F par an, soit 500 F par mois, peuvent à peine en exiger 150 F. Ils oublient de dire, ces pauvres malheureux, que leurs propriétés n'ont cette valeur vénale que parce qu'il y a pénurie.

La valeur réelle de leurs immeubles est pour la plupart inférieure au prix du terrain, lui aussi avantagé par une énorme spéculation, car dans bien des cas les logements non seulement ne valent plus rien mais pour les démolir il en coûterait des sommes assez considérables avant de pouvoir reconstruire. La seule valeur des immeubles des propriétaires adhérents de la chambre syndicale c'est d'être debout au milieu de la pénurie. Les propriétaires d'immeubles qui

trouvent que les loyers ne leur procurent pas de rentes suffisantes ont toujours la ressource de les vendre et ils ont l'immense avantage de pouvoir les vendre à un prix bien supérieur à leur véritable valeur. Qu'ils placent leur argent à la caisse d'épargne et ils verront d'ici quel-ques années ce que sera devenu leur capital.

Investi dans la pierre, leur capital non seulement se maintient mais encore s'accroît. De surcroît, ils voudraient que ceux qui ne disposent que de faibles salaires et qui doivent se contenter de vivre dans leurs logements inconfortables quand ce ne sont pas des taudis, leur assurent encore des rentes.

Les logements sont loués très chers et ne sont accessibles qu'à une très petite minorité de gens disposant d'un revenu relativement élevé. Quant aux logements anciens, même lorsqu'ils sont loués à un prix relativement faible, cela ne vaut pas plus. Augmenter les loyers serait en fait pénaliser lourdement des travailleurs aux ressources déjà insuffisantes pour assurer des rentes supplémentaires à des bourgeois sur la base d'un capital surévalué à cause de la spéculation due à la pénurie.

P. CARAL.

UNE AIDE INDISPENSABLE

Le conseil du Crédit a décidé de prendre des mesures pour faciliter la vente des automobiles. Désormais on pourra acheter une voiture en versant seulement 15 % du prix du véhicule contre 25 % jusqu'à maintenant. Par ailleurs la durée du crédit sera augmentée de 3 mois. Il parait que l'industrie automobile subit un fléchissement. Les immatriculations seraient de 5 % inférieure à celles de l'an dernier à la même époque, alors que la croissance de l'ensemble de la production industrielle française est de 9 %.

Cette croissance de 9 % de la production industrielle n'a pas l'air de se répercuter sur le niveau de vie des travailleurs.

Le pouvoir essaie de favoriser la vente des voitures automobiles, autrement dit, l'ensemble de l'industrie automobile française. Pour cela il « suffit » de permettre à ceux qui ont quelque argent de devenir rapidement propriétaires d'une auto. Cela fera toujours 20 % à rafler sur la T.V.A. Ensuite les contraventions et les sabots de Denver, en attendant le stationnement de nuit payant à Paris, permettront d'éviter le chômage aux agents et aux contractuels.

Ouel monde de dingues! Si l'on veut vendre plus d'automobiles il faut d'abord arrêter la chasse aux automobilistes, construire des routes, des par-

Ces mesures là ne sont pas à la portée de nos gouvernants. Attirer le client, séduire son

portefeuille et ensuite le sanctionner c'est plus facile que de lui permettre de rouler et de stationner en sécurité.

Verrons-nous les cadres en colère ?

MARDI 2 avril plusieurs milliers de cadres ont participé à un meeting organisé par la C.G.C. à la salle Pleyel.

Les différentes revendications des cadres ont été exposées: opposition au déplafonnement de la Sécurité So-

- Dégrevements fiscaux. Lutte contre le chôma-
- Défense de la hiérarchie.

Le déplafonnement de la Sécurité Sociale inquiète particulièrement les cadres à cause de ses répercussions sur leur régime de retraite complémentaire. En ce qui concerne remboursement des indemnités journalières en cas de maladie, les cadres sont, disons, désavantagés. En effet les I.J. sont remboursées aux « horaires » jusqu'à concurrence du plafond de la Sécurité Sociale. Quand le plafond est relevé les I.J. le sont également en cas de maladie. mais cela ne concerne pas les cadres qui, eux, touchent leur paye intégrale de la part de leur patron. Que celui-ci soit plus ou moins remboursé par la Sécurité Sociale, ils s'en moquent. Il n'en va pas de

LES PRISONNIERS DU BOULOT

Partout dans Sud-Aviation on entend parler de réductions d'horaires et de licenciements, depuis Rochefort en passant par Suresnes, la Courneuve... sous prétexte de baisses de charges de travail et autres couleuvres. En fait, lorsqu'il s'agit de commandes urgentes, en particulier d'hélicoptères, les directions, comme l'a fait dernièrement celle de Courbevoie, n'hésitent pas à faire appel aux bonnes volontés pour augmenter les profits immédiats

A Courbevoie donc, des ingénieurs et techniciens sont allés en déplacement à Marignane... les essais à faire étant urgents comme il se doit ! Mais où la chose devient monumentale, et ceci était le sujet d'un écho du bulletin VOIX OUVRIERE de l'usine, certains ont effectué durant ce déplacement jusqu'à 85 HEURES PAR SEMAINE! Comme le disait la « V.O. », « On ne voit pas beaucoup ce qu'un ingénieur peut y gagner, car ils sont tous au forfait... à part peutêtre la reconnaissance éternelle de ses supérieurs. Quant aux techniciens, trop heureux sans doute que la direction leur donne cette « chance » de rallonger leur paie, ils ont pratiquement doublé leur salaire.

Evidemment, au retour de ces déplacements, un ingénieur est tombé malade.

Quelques jours après la publication par « V.O. » des faits relatés ci-dessus, la direction de l'usine faisait parvenir au service concerné une lettre de FELI-CITATIONS POUR SERVICES

Un point partout, pourrait-on dire ? Peut-être, si certaines mains anonymes n'avaient affiché, côte-à-côte dans le bureau du chef, et la lettre de la direction et le numéro de « \

La leçon n'a pas été perdue pour tout le monde.



André Malterre, Président de la C.G (photo U.P.I.)

même à propos de la retraite. En effet les cadres cotisent à leur caisse de retraite complémentaire proportionnellement à la part de salaire, qu'ils perçoivent au-delà du plafond de la Sécurité Sociale. Si donc le plafond Sécurité Sociale s'élève, leur part de cotisation à la caisse des cadres diminue et leur retraite qui est fonction du nombre de points acquis par leurs versements en sera diminuée d'autant. C'est ainsi qu'un certain nombre de petits cadres ont vu, après les récents relèvements du plafond S.S., leur cotisation à la caisse des Cadres réduite à presque rien. Leur retraite à cette caisse sera donc presque nulle.

Les cadres demandent également des dégrèvements fiscaux. On sait que les cadres paient une part très lourde d'impôts sur le revenu. Leurs salaires élevés les font rentrer dans des tranches imposables à 40, 50 % et plus.

Ceux qui ont des salaires très élevés arrivent quand même à réduire leur part d'impôts par des avantages en nature ou de représentation qui ne figurent pas sur leur fiche de salaire quoiqu'en principe ils soient tenus de les décla-

Ensuite, les cadres réclament des mesures contre le chômage. A 40 et 45 ans ils sont déjà considérés comme trop vieux et s'ils arrivent la plupart du temps à retrouver un emploi c'est bien souvent dans une situation très inférieure, ce qui est évidemment bien plus difficile à supporter quand on a connu un traitement important et la considération et l'autorité qui s'attachent aux postes élevés.

Et, surtout, les cadres revendiquent le respect de la hiérarchie. C'est certainement dans la défense de cette revendication que leur attitude est la plus réactionnaire.

A la salle Pleyel, le président de la C.G.C., M. André Malterre, a essayé de présenter sa conception du rôle des cadres. Il faut, a-t-il dit, lutter pour notre indépendance. Depuis 30 ans, les cadres ont pris conscience de leur existence en tant que groupe social avant ses caractéristiques et ses particularités. Et M. Malterre a ajouté « Nous savons que nous devons être indépendants aussi bien de la bourgeoisie capitaliste que des organisations ouvrières ». Indépendants de la bourgeoi-

sie capitaliste, M. Malterre peut être rassuré, les cadres le sont. La bourgeoisie capitaliste ne considère pas les cadres, aussi haut placés soient-ils dans la hiérarchie, comme des membres de sa classe. Pour les bourgeois les cadres sont des prolétaires, en faux cols, c'est vrai, mais prolétaires quand même. Car ils vendent leur force de travail qu'elle soit physique ou intellectuelle à un capitaliste qui, lui, possède les moyens de production.

Que M. Malterre considère les cadres indépendants des organisations ouvrières c'est son droit. Mais il ne peut pas les considérer indépendants du prolétariat. Ils en font partie. Ils en forment la partie privilégiée mais rien de plus. Et quand la bourgeoisie prend des mesures contre les travailleurs même si les cadres sont mieux placés pour en supporter les conséquences ils n'en sont pas moins frappés. Et les revendications avancées par le président de la C.G.C. sont une tentade riposte à ces mesures.

Se croyant un groupe social distinct (ils n'osent pas dire classe) les cadres ne se contentent pas de jouer leur rôle technique et essayent de se faire admettre dans la « bourgeoisie capitaliste » en acceptant les responsabilités d'exécution de l'exploitation capitaliste. Pour leur permettre de remplir ce rôle la bourgeoisie les investit de l'autorité suffisante qu'ils croient être leur autorité. Mais la bourgeoisie se garde bien de leur accorder plus d'autorité qu'il est nécessaire à l'exploitation capitaliste. Au point que les « cadres » s'en trouvent frustrés et qu'ils doivent poser des revendications comme de vulgaires prolétaiqu'ils sont. - Alors M. Malterre se fâche et menace, au cas où on acculerait les cadres au désespoir, de montrer au pays ce que serait une grève des cadres. Et il précise que dans son esprit une telle grève, à moins qu'il ne s'agisse d'une grève d'avertissement, ce ne serait pas une grève de 24 h mais une grève complète, une grève totale. Il est peu probable que M. Malterre mette ses menaces à exécution.

Et si la tension devenait telle que les cadres en arrivent à cette solution ce ne serait que pour exiger la satisfaction de revendications particulières à leur « groupe social », de revendications corporatistes et finalement égoïstes.

Mais cette attitude des cadres montre combien la politique des organisations ouvrières dont M. Malterre tient à se démarquer est criminelle. Quand la fraction la plus privilégiée des salariés, celle qui est chargée de faire peser sur la classe ouvrière l'exploitation capitaliste arrive à menacer la bourgeoisie de la grève totale pour faire aboutir ses revendications, les organisations ouvrières » pratiquent une politique de renoncement, mettent en avant des revendications catégorielles et organisent des luttes limitées et dispersées.

organisations ayant la volonté d'organiser l'ensemble des travailleurs vers des solutions socialistes ne manqueraient pas d'attirer vers elles de nombreux cadres, l'autre partie se réfugiant dans une bienveillante neutralité.

Mais pour cela il faut persuader les cadres qu'ils ont intérêt à se trouver du côté du prolétariat parce que le prolétariat est fort, que c'est lui qui va détruire la société capitaliste et que dans la société qu'il va construire les cadres auront leur place, non en tant que « groupe social indépendant », mais en tant qu'hommes libres d'une société sans H. VAUQUELIN. classes.

Les «irresponsables» en lutte contre les responsables de la misère. 🐭

Chez Fiat à Turin les travailleurs ont fait grève pendant 24 heures. Ouelles étaient les revendications? Elles portaient sur deux points essentiels: d'abord la régularisation du temps de travail sur une semaine de 44 heures de travail effectif pendant toute l'année, payées pour 49 heures.

La direction Fiat refuse en présentant comme argument que les horaires de travail ont toujours varié selon les saisons en fonction du remplissage des carnets de commande. Ainsi donc en Italie comme en France, et d'ailleurs dans tous les pays capitalistes, la durée du travail et la paye qui en découle dépendent du ralentissement ou de l'accélération des « affaires »

Les travailleurs de chez Fiat revendiquaient également la discussion paritaire des temps alloués pour l'exécution du travail. C'est en fait la revendication d'un contrôle ouvrier sur les cadences.

La direction Fiat refuse sous prétexte qu'aucun contrat collectif ne prévoit de discussion sur les normes de travail. La discussion paritaire des normes de travail nous semble un faux problème. Le véritable problème a été posé par les syndicalistes au moment où ils n'étaient pas les jouets d'organis-mes réformistes et sclérosés. C'est la lutte contre le salaire au rendement. Quand le salaire ne dépend pas d'une norme ni d'un rendement les travailleurs savent adapter euxmêmes le rythme de leur travail.

Il n'en reste pas moins que les ouvriers de chez Fiat en ont assez de travailler selon les carnets de commandes et à un rythme arbitrairement fixé par la Direction.

Pour cela ils ont débrayé 24 heures. Ce sont surtout les ouvriers qui ont débrayé : 50 % selon la Direction, 75 % à 90 % selon les syndicats. Il est bien évident que la participation des mensuels était à peu près exclue, les revendications posées ne les concernant que très

Cette grève de 24 heures aux usines Fiat a été marquée par des incidents avec la police qui, selon certaines informations, ont fait une soixantaine de blessés.

Les syndicats, dans un communiqué, ont mis en garde les travailleurs contre la participation d'éléments étrangers au mouvement à des fins « non syndicales ».

Selon eux des étudiants et les représentants de fractions extrémistes se sont mêlés aux grévistes.

Comme on peut le voir, le syndicalisme en 1968 a le même visage partout. Revendications modérées, action limitée, et quand la lutte dépasse le cadre prévu par les appareils syndicaux et menace l'ordre bourgeois on prétend que cela est le fait d'éléments extérieurs irresponsables que l'on dénonce aux travailleurs comme leurs ennemis.

Mais malgré les manœuvres des dirigeants syndicaux il est réconfortant de voir qu'à Blainville comme à Turin et comme en bien d'autres endroits les travailleurs sont capables d'engager une lutte plus sérieuse que celle préconisée par les leaders des organisations officielles et que lorsque la lutte devient un peu sévère les étudiants révolutionnaires sont avec eux.

Henri VAUQUELIN.

HARDIESSE

GOUVERNEMENTALE

Jeudi 4 avril, le comité interministériel a pris d'importantes mesures concernant les régions sous-industrialisées. Un crédit de 176 millions supplémentaires a été décidé.

Un groupe de travail doit examiner les mesures d'encourage-ment de l'élevage et de la pro-duction de viande. Un autre sera chargé de l'aménagement de la tarification des transports en Bretagne.

Des primes seront accordées aux entreprises qui développent leurs installations dans les zones à économie rurale.

Dijon sera classée comme une métropole d'équilibre. Decazeville sera dotée d'une aciérie à oxygène. Et bien d'autres choses encore. Ces mesures intéresseront la Bretagne, le Limousin et l'Auvergne, les régions de montagnes des Alpes et des Pyrénées.

En tout 151.000 km2 (la France a 550.000 km2) pour une population de 6.350.000 habitants. Ce qu'on va en faire des choses avec ces 176 millions I II y a six ans cela représentait six jours de la guerre d'Algérie, aujourd'hui cela représente 28 F par habitant. De quoi vraiment rénover la France.

LA LEGISLATION **OUVRIERE** DOIT ETRE RENFORCEE PAR LA CHAUSSETTE A CLOUS

Aux tanneries Fortier Beaulieu, à Roanne, un délégué avait été licencié sous un prétexte professionnel. L'Union locale F.O. a introduit une action en justice et le tribunal correctionnel a condamné le patron à une amende de 500 F, plus 500 F d'indemnité au licencié et à l'Union locale F.O.

Cet exemple montre que les patrons qui violent la légalité de leur propre classe peuvent parfois être condamnés. Mais qu'on mesure les difficultés : d'abord il faut attaquer en justice et seulement au Conseil des Prud'hommes qu'il a fallu faire ap-

pel mais à la Correctionnelle. Il a fallu mettre en branle l'appareil syndical. Combien d'ouvriers se sentent sufisamment décidés après un licenciement abusif pour attaquer le patron ? Et puis là, il s'agissait d'un délégué. Et le patron a finalement gagné si pour 1.500 F il a pu se débarrasser d'un représentant du personnel.

Ouand des patrons abusent de leur autorité au mépris de leurs propres lois on peut les devant les tribunaux comme de vulgaires malfaiteurs qu'ils sont, car priver un ouvrier de son gagne-pain est un crime. Mais c'est surtout une conso-

lation morale. La véritable riposte c'est celle que les travailleurs peuvent opposer par la lutte. Il faut que les patrons apprennent à leurs dépens que lorsqu'ils ôtent à un ouvrier son moyen les travailleurs ont les de vivre moyens de le lui faire payer

PERMANENCES

* PARIS:

Ve arrondissement: Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro: Cardinal-Lemoine, tous les samedis, de 15 à 17 h.

Xe arrondissement: au siège de VOIX OUVRIERE, le samedi de 16 h à 20 h, 29, rue Château-Landon, Paris-10e.

XI* arrondissement: Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.

XIIIª arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le leudi, 17 h 30 à 19 h.

XIVe arrondissement: Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro: Porte d'Orléans: le mercredi, de 18 h 15 à 19 h 15.

XVe arrondissement: Café « Au Métro », place Balard, tous les jeudis, de 17 h à 19 h.

XVIII arrondissement: Café «Le Souterrain», 47, boulevard Ney, Métro: Porte de Clignancourt, le mardi, de 17 h 30 à 19 h.

* BANLIEUE :

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, le mercredi de 18 h à 19 h.
AULNAY-SI-BOIS. — Café « Le Com-

merce », 8, bd Gallieni (place de la qare), tous les jeudis de 17 h 30 à 18 h 30.

ARGENTEUIL. — Café de Paris 102, rue Paul-Vaillant-Couturier Tous les mardis de 18 h 45 à 19 h 45.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont

de-Sèvres (angle rue du Clamart, Tace au marché), jeudi, de 18 h à 19 h.

MONTREUIL. — ;« Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Cha-vaux), le vendredi de 17 h 30 à 19 h.

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro » (angle quai Michelet - rue A -France), tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.

★ PROVINCE :

BESANÇON. — • Café le National », quai de Strasbourg, tous les mercredi de 18 h à 19 h 30.

BORDEAUX. — Café « Le Régent », cours Victor-Hugo, tous les vendredis de 18 h à 19 h.

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis). le samedi, de 17 h à 20 h. — Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8°, le mercredi, de 18 h à 19 h. — Café de l'Europe, 25, avenue

Jean-Jaurès, Lyon-7º, le jeudi de 17 à 18 heures.

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, tous les jeudis, de 17 h à 19 h.

CLERMONT-FERRAND: - Bar Square -, place des Carmes-Déchaux, le vendredi de 12 h à 14 h. -- « Bar du Pont », rue Fontgière, le vendredi de 12 h à 14 h.

DIJON. — Café - La Renaissance -, rue Chabot-Charny, tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.

GRENOBLE. — • Café d'Autrans », 5, cours Berriat, tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h. — Café « Le Normandy », place Grenette, tous les jeudis, de 15 à 17 h.

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, tous les mercredis, de 16 h à 17 h 30.

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), tous les jeudis de 18 h 30 à 19 h 30.

ORLEANS. — Café - Bar de la Made-leine, 16, rue Porte de la Madeleine (en face de l'hôpital). Tous les mer-credis de 18 h à 19 h. SAINT-CHAMOND. — Au « Bon Ac-cueil » (J. Jacquet), 6, rue Saint-Etienne, tous les jeudis de 18 à 19 heures.

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance Bar », 2, rue des Tréfileries, tous les jeudi de 14 h 30 à 15 h 30. SAINT-NAZAIRE. — Café - Paris-Sports - place Marceau, le samedi, de 16 h à 17 h.

sochAUX. — Café Allemann, le vendredi 12 avril, de 12 h à 13 h. TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.

GUADELOUPE: débandade de l'autorité coloniale

Le 4 avril s'ouvrait à Pointe-à-Pitre le procès de 25 Guadeloupéens arrêtés après les combats des 26 et 27 mai dernier. Le 6 avril, le tribunal suspendait ses séances. Le comsaire Jean Canalès, celui qui donna l'ordre de tirer sur les manifestants, ne s'était pas présenté à l'audience et avait même disparu.

Les inculpés étaient mis en liberté provisoire. L'administration coloniale recevait une gifle magistrale!

Avoir massacré 7 personnes (chiffre officiel, on parle de dizaines de morts), avoir fait des centaines de blessés pour réprimer une manifestation d'ouvriers du bâtiment en grève pour leurs revendications, cela n'était pas suffisant pour l'impérialisme français. Et, en juin dernier, tout en quadrillant le « département », les autorités procédaient à des arrestations massives. Il suffisait d'avoir été présent à Pointre-à-Pitre ces jours-là pour être arrêté ; ou d'être un homme connu pour vouloir la liberté de son pays, et alors, même absent de la ville, on était aussi arrêté. Pendant 10 mois, plusieurs dizaines de jeunes lycéens, instituteurs, militants ouvriers ont croupi en prison dans des conditions d'hygiène défiant toute description, soumis aux brutalités policières. Ceux considérés comme les « dirigeants » avaient été transférés en métropole et en France même des militants anticolonialistes principalement de l'organisation nationaliste du GONG inculpés pour des incidents qui s'étaient déroulés à 7.000 kilomètres de leur lieu de résidence. Il fallait, après avoir tué dans la rue, faire un exemple, châtier tous ceux qui osaient élever la voix et réclamer la liberté de leur pays, de leur peu-

Mais, toute la violence du gouvernement français, toutes ses tentatives d'étouffement des revendications de la population, se sont retournées contre lui. Le procès intenté à Paris auprès de la Cour de Sûreté de l'Etat à 19 Militants, principalement du Gong, n'a pas abouti à leur condamnation. En France métropolitaine, il est encore difficile de condamner sans aucune preuve, et le procès s'est transformé en procès du colonialisme. Et alors que le gouvernement voulait briser la revendication de liberté pour la Guadeloupe, il n'a fait que l'amplifier, et le procès a donné aux militants inculpés une popularité et un renom bien supérieurs à ceux dont ils jouissaient avant qu'il se

Et ces leaders nationalistes que le Gouvernement voulait voir croupir derrière les barreaux sont tous sortis de prison, tous les condamnés bénéficiant du sursis.

On ne peut impunément faire de longues déclarations sur le Québec libre, sur le Vietnam libre, etc., et, en plein Paris, se conduire comme les dirigeants Rhodésiens.

A la Guadeloupe même, les autorités entendaient mener les affaires rondement. Déjà, en décembre dernier, s'était tenu, à Basse-Terre, le procès des manifestants arrêtés lors des journées des 20 et 21 mars 67, journées d'émeutes en réponse à une provocation d'un raciste blanc. Les antillais qui avaient défendu leur dignité d'hommes furent lourdement condamnés : 27 peines de prison ferme furent prononcées, dont certaines jusqu'à deux ans, les peines

d'interdiction de séjour allant jusqu'à cinq ans.

Etant donné l'arbitraire qui règne aux Antilles, tout laissait penser que le procès qui allait s'ouvrir le 4 avrilé exaucerait les vœux des autorités coloniales. Et qui irait protester contre ce qui peut se passer dans ces « poussières » d'îles ? Mais la population de la Guadeloupe a compris qu'en prenant en mains la défense des emprisonnés, en se mobilisant, en manifestant devant le tribunal, elle pouvait influer sur le déroulement du procès.

A la Guadeloupe, les choses ont changé. On ne terrorise plus la population en occupant militairement les villes, en patrouillant dans les villages; on ne fait que la rendre plus mobilisable, plus résolue. Bien que le pays ait été en état de siège, les gens n'en ont pas été pour autant muselés. Et, les lycéens, les premiers, sont redescendus dans la rue à plusieurs reprises.

Les emprisonnés avaient déclenché à plusieurs reprises des grèves de la faim, et à l'ouverture de leur procès, la colère éclata à nouveau et la population descendit dans la rue. Le Parti Communiste Guadeloupéen n'a rien fait entre temps pour organiser le mécontentement, centraliser la colère latente au sein de toute la population. Mais, sur la gauche du P.C.G., les jeunes s'emparent de la revendication « d'indépendance », de « Guadeloupe libre », et ils représentent les sentiments profonds de la population guadeloupéenne.

Quand le procès s'est ouvert, jeudi dernier, les abords du tribunal étaient occupés de manifestants qui acclamaient les noms des inculpés, qui désignaient les coupables en scandant « assassins » vis-à-vis du service d'ordre. « Billotte assassin », « Libérez les emprisonnés » « Vive la Guadeloupe libre », ils exprimaient

leur résolution face aux troupes et leurs voix parvenaient dans la salle d'audience. Certains, ne pouvant pénétrer dans le bâtiment, escaladaient la terrasse, arrachaient les grilles. Et, devant la colère, la détermination de la foule, des ordres furent donnés de procéder avec douceur. Vendredi, lors de la deuxième audience, la foule manifestait toujours à l'extérieur du tribunal. Dans le prétoire, des applaudissements chaleureux soutenaient les interventions des avocats.

Encore une fois, les calculs des autorités s'avéraient faux. Il allait être très difficile de réprimer durement sans se trouver confrontés à une nouvelle insurrection populaire.

Et samedi matin, c'était le coup de théâtre, la confirmation éclatante de la justesse de la cause des inculpés, la débandade des autorités coloniales sous la forme du refus de comparaître du commissaire Jean CANA-LES, le responsable direct de la tuerie, l'homme qui maintient l'ordre colonial à Pointe-à-Pitre. Aurait-il eu peur de reconnaître devant la population mobilisée que c'est lui qui a fait tuer leurs frères, cousins, amis désarmés ? N'a-t-il pas daigné se justifier devant ceux qu'il considère comme « des nègres » ? Quoi qu'il en soit, c'est la preuve irréfutable qui a été faite que les autorités policières sont les responsables de la table de la puissance des opprimés mobilisés qui ont réussi à faire le iour sur cette tuerie. Alors que depuis 10 mois, la mise en liberté provisoire des détenus avait été implacablement refusée, ces derniers ont été libérés jusqu'au 10 avril, date à laquelle reprendront les séances, si, d'ici là le commissaire en fuite est retrouvé. Les autorités françaises ont cédé pour l'instant. Mais elles n'attendent que la retombée du mouvement pour poursuivre leur œuvre de répression. CANALES n'a été qu'un instrument, celui du régime colonial. Le sort des inculpés n'est pas tranché. Mais il est maintenant prouvé à la Guadeloupe que chaque atteinte à la dignité de la population sera suivie d'une riposte immédiate. Les responsables de la police, les agents de l'administration ne devront pas s'étonner, à l'avenir, d'être traités sans pitié par la population s'ils tentent de perpétuer les méthodes arbitraitres qui leurs sont familières.

Les événements sont en marche à la Guadeloupe, on ne vainc pas un peuple décidé à conquérir sa liberté. La répression peut tout juste retarder un peu un processus inéluctable.

Et ceux qui ont manifesté hier devant le tribunal, demain, seront capables de s'emparer de la préfecture et d'ouvrir les prisons... S. Grenet.

SYRIE: VIRAGE A DROITE

Le fait que la victoire d'Israël ait favorisé la droite au Moyen-Orient est une nouvelle fois confirmé. Le gouvernement syrien vient en effet de prendre un certain nombre de mesures contre des militants syriens connus pour leur sympathie agissante avec le peuple palesti-

Des membres de l'organisation des « Nationalistes Arabes » et des « Socialistes Arabes » Nadji Aal Dalali, Wahib Al Ghanem et Abd El Ghani Quanût ont été arrêtés.

D'autre part le leader du mouvement marxisant « Parti Ouvrier Arabe Révolutionnaire » Yassin Al Hafez, a été jeté en prison.
C'est au total plus de 500 militants qui sont touchés par la
répression. Les « milices ouvrières » de Khaled El Djoundi,
ont été dissoutes et les membres
des commandos El Fatah ne
jouiraient plus d'aucune protection.

Dans le même temps la direction syrienne du Baas a engagé des pourparlers avec les membres de l'aile droite et pro-occidentale du parti Aflak, Bitar et Razzaz réfugiés à Beyrouth. Depuis la Jordanie à la Syrie en passant par Israël et l'Arabie Séoudite dans tout le Moyen-Orient, la réaction triomphe

A bas Franco vivent les commissions ouvrières

DEPUIS un an les arrestations des dirigeants et des membres des commissions ouvrières se multiplient. Le dimanche 30 mars c'étaient 59 dirigeants appartenant aux commissions ouvrières de Madrid qui étaient arrêtés par la police et emprisonnés alors qu'ils se rendaient à une réunion syndicale dans un couvent situé aux environs de Madrid.

Les procès se succèdent amenant au banc des prévenus des syndicalistes accusés du supposé délit de réunion non autorisé stipulé dans l'article 166-1/0 du code pénal et pour lequel le ministère public demande l'empri-sonnement, Mardi 2 avril, l'ordre public devait être troublé au cours d'une séance du tribunal de Madrid où étaient jugés plusieurs dirigeants des accusés ouvrières d'avoir participé à la « journée de lutte » du 27 janvier 1967. Plus de 600 travailleurs assistaient au procès. Ceux-ci ovationnèrent les syndicalistes et à l'extérieur, un millier de personnes se solidarisaient aux cris de « Vive les commissions ou vrières, vive la liberté! »

Avocats et journalistes furent expulsés.

La défense se transformait en accusation et dénonçait un régime autoritaire qui ne laisse aucune possibilité légale de contestation.

Face au régime sénile de Franco, la classe ouvrière espagnole affirme son droit à l'existence, son droit d'avoir la possibilité de se réunir dans des organisations syndicales démocratiques et non dans le syndicat unique de l'Etat franquiste. Parties des Asturies et du Pays basque espagnol, les « commissions ouvrières » se sont répandues dans toute l'Espagne.

Camacho, dirigeant de commission ouvrière, incarcéré depuis quatorze mois, et qui comparaissait devant le tribunal de Madrid ce 2 avril déclarait : « Les commissions ouvrières ont l'appui des communistes, des catholiques, des socialistes et de tous

ceux qui luttent en faveur d'un syndicat unitaire ».

En effet, ces commissions nées spontanément du désir de se réunir démocratiquement ont jailli de l'initiative d'ouvriers de tendances différentes. Elles sont en conséquence appuyées par les mouvements politiques d'opposition, mais ne sont ni l'œuvre d'une formation politique donnée, ni dirigées par elle.

L'appui de l'Eglise est loin d'être négligeable en la matière et c'est effectivement souvent, pour ne pas dire pratiquement toujours, dans des locaux religieux que les commissions ouvrières trouvent asile pour tenir

ces de l'ordre s'affrontent, ne se comptent plus et bien que la police sache se comporter différemment suivant qu'elle se trouve face à des ouvriers ou face à des étudiants, on l'a vue matraquer récemment le doyen de la faculté des sciences politiques et cinq autres professeurs.

Le régime franquiste défenseur de la bourgeoisie espagnole ne peut accorder aux membres de sa classe les quelques libertés qu'ils réclament, notamment, celle de l'expression et de la contestation légale, car cela constituerait la voie par où toute l'énergie et la dignité du peuple espagnol pourraient s'engouffrer



Policiers contre étudiants, cela se passe à Madrid et cette image ressemble à bien d'autres (photo A.F.P.)

leurs réunions.

Mais Franco qui ne peut pas ou ne veut pas céder, frappe de plus en plus durement et refuse toute liberté à la classe ouvrière. Il est entraîné de ce fait à répondre aussi négativement aux aspirations libérales de la jeunesse estudiantine. C'est l'Université de Séville qui vient d'être fermée lundi par les autorités à la suite de celle de Madrid et de Valence et cela pour une durée indéterminée.

Les incidents où étudiants et for-

et renverser un régime sénile et condamné.

Mais la classe ouvrière a déjà trouvé sa voie propre par la grève, la manifestation, l'organisation clandestine. Et nulle répression ne pourra plus la faire rentrer dans le rang. Pour chaque membre de Commissions ouvrières emprisonné, pour chaque procès il faut compter avec des dizaines de nouveaux militants. C'est là l'espoir de l'Espagne.

F. SABATIER.

En Afrique du Sud : RACISME LÉGAL

LE racisme, s'il existe partout dans le monde, prend des formes et des aspects différents selon les pays. En Afrique du Sud, le racisme est « légalisé ». La ségrégation existe non seulement dans les faits, mais elle est régie par des textes de loi qui doivent servir à maintenir les Noirs dans leur ghetto socialement et politiquement.

C'est ainsi que certains emplois sont **de par la loi** réservés aux Blancs, aux Noirs, aux Asiatiques et aux Métis.

C'est ainsi que les relations sexuelles entre Blancs et Noirs sont répréhensibles, à tel point que si une femme blanche s'évanouit dans la rue, il ne ferait pas bon pour un Noir d'avoir « l'audace » de la relever!

Le parlement n'échappe pas à cette juridiction puisque les Noirs n'y sont représentés que par des députés blancs.

Encore ceci n'est-il possible que parce qu'il existe des partis multiraciaux qui ont actuellement 4 députés à l'Assemblée.

Mais en Afrique du Sud, comme ailleurs, les extrémistes racistes veulent aller encore plus loin dans la ségrégation.

C'est ainsi que le Ministre de l'Intérieur sud-africain vient de déposer un projet de loi qui « interdirait aux membres d'un groupe racial de s'occuper des affaires politiques d'un autre groupe racial », loi qui, si elle est votée, comme il est

probable, enlèvera aux deux partis d'opposition (Parti Libéral et Parti Progressiste) leurs adhérents noirs.

Mais un deuxième projet encore plus précis va être également discuté au parlement. Cette loi prévoit de « supprimer la représentation des Métis à l'Assemblée à partir de 1971 ». Ainsi, le Parlement, non seulement sera composé uniquement de Blancs, mais, de plus, ne représentera que les Blancs.

Sans doute, pour apparaître démocratique, le gouvernement prévoit une troisième loi qui donnerait à la population métis la possibilité d'élire un « conseil représentatif » pour gérer ses propres affaires, mais avec des pouvoirs administratifs et législatifs limités et ne touchant pas aux prérogatives de l'appareil d'Etat raciste qui continuera à maintenir la domination de la population blanche.

De toute manière, pas plus en Afrique du Sud qu'aux Etats-Unis, les opprimés noirs ne peuvent compter sur le Parlement pour gagner leur dignité.

Et les lois racistes sur la représentativité politique ne font qu'isoler encore plus la population blanche de la majorité noire.

La logique de l'Apartheid conduit le gouvernement à « légaliser » la division entre Noirs et Blancs. Mais cette logique conduira aussi les hommes de couleur à prendre consecience que leur libération ne dépendra que d'eux-mêmes et non de la bonne volonté des Blancs, fussentils des partis progressiste ou libéral.

Catherine OLIVIER.